

**RESIDENCE EROS III BAT B - SETE  
5 QUAI DU PAVOIS D'OR - 34200 SETE**

**PROCES VERBAL  
DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE  
DU JEUDI 26 AVRIL 2018**

Le **jeudi 26 avril 2018 à 15h00**, les copropriétaires de la résidence **EROS III BAT B - SETE 5 QUAI DU PAVOIS D'OR - 34200 SETE** se sont réunis **Espace ORPHEE 83 Bd Camille Blanc 34200 SETE** en assemblée générale **Ordinaire** sur convocation du syndic CITYA THERMES ATHENA, qui leur a été adressée par lettre recommandée avec accusé de réception le **XX/XX/XXXX**.

Le cabinet **CITYA THERMES ATHENA** est représenté par **Monsieur BOURGEOIS**.

Il est dressé une feuille de présence qui fait ressortir que **17 copropriétaires sur 28** sont présents ou valablement représentés et représentent **7961 tantièmes / 10000 tantièmes**.

Madame DUBOIS Christiane (138) représentant Madame JEANTET MARCELLE (151), Monsieur SAMTMANN JEAN (146), M. et Mme SIGAYRET Thierry et Sylvie (592) - MLE FORNERIS MIREILLE (213) représentant Monsieur BOURDON RENE (151), Madame FOUCOU GHISLAINE (235), Madame MESNIL HUGUETTE (150) - M GAZDA représentant S.A.R.L. ERILIA (4122) - Mr ou Madame MASFARAUD FRANCOIS (460) représentant Madame MORENO VINSON ARMELLE (138), Madame RICHEMONT Anne-marie (413), Mademoiselle SENTENAC ELIANE (224) - Monsieur SCANDIUZZI ALAIN (166) représentant Monsieur MADURA ROLAND (172), Monsieur MUX FERNAND (236), Mr ou Madame TEUTSCH CHRISTIAN (254) -

**Les copropriétaires dont les noms suivent sont absents et non représentés :**

MRS OU MADAME BONCOUR BERNARD (151), Madame BRITTO PAULETTE (214), Monsieur COLSON JEAN-CLAUDE (190), DIR. P.J.J SUD (695), Madame DUPONT LANCON MONIQUE (164), Monsieur GAUDEUL YVES (22), Madame MOUQUET / TEIL (148), Monsieur PITSCH PETER (244), Monsieur QUERRET YVES (151), M. et Mme ROIZARD DENIS ET CHRISTINE (22), Mr ou Madame TOMAS JACKY (38),

**représentant 2039 tantièmes / 10000 tantièmes étant absents et non représentés sont par conséquent réputés défaillants aux différents votes.**

**RESOLUTION N°01: Election du/de la président(e) de séance de l'assemblée. Article 24**

Pour remplir les fonctions de président(e) de séance, l'assemblée générale élit : Mr SCANDIUZZI ALAIN.

**Abstentions :** 0 copropriétaire(s) représentant 0 tantièmes / 7961 tantièmes.

**Votes contre :** 0 copropriétaire(s) représentant 0 tantièmes / 7961 tantièmes.

**Votes pour :** 17 copropriétaire(s) représentant 7961 tantièmes / 7961 tantièmes.

**Résolution adoptée à la majorité des voix des copropriétaires présents ou représentés.**

**Soit 7961 tantièmes / 7961 tantièmes.**

**RESOLUTION N°02: Election de scrutateur(s)/scrutatrice(s) de l'assemblée. Article 24**

Pour remplir les fonctions de scrutateur(s)/scrutatrice(s) de séance, l'assemblée générale élit : Mle FORNERIS MIREILLE et Mr MASFARAUD FRANCOIS.

Le secrétariat de l'assemblée générale est assuré par le syndic, conformément aux dispositions de l'article 15 du décret du 17 Mars 1967.

Le syndic dépose sur le bureau à la disposition du président de séance et du/des scrutateur(s)/scrutatrice(s), la feuille de présence, les pouvoirs, le registre des lettres recommandées et des accusés de réception de la convocation.

**Abstentions :** 0 copropriétaire(s) représentant 0 tantièmes / 7961 tantièmes.

**Votes contre :** 0 copropriétaire(s) représentant 0 tantièmes / 7961 tantièmes.

**Votes pour :** 17 copropriétaire(s) représentant 7961 tantièmes / 7961 tantièmes.

**Résolution adoptée à la majorité des voix des copropriétaires présents ou représentés.**

**Soit 7961 tantièmes / 7961 tantièmes.**

**RESOLUTION N°03: Rapport du conseil syndical pour l'exercice N du 01/01/2017 au 31/12/2017.**

Le conseil syndical : fait lecture de son rapport d'activité au cours de l'exercice N du 01/01/2017 au 31/12/2017.

Peu d'événement significatif au cours de cet exercice excepté 2 sinistres infiltrations : Chez M MASFARAUD et Mme SIGAYRET

**Cette résolution est une information, elle n'appelle pas au vote.**

**RESOLUTION N°04: Approbation des comptes de l'exercice N du 01/01/2017 au 31/12/2017 (comptes joints à la convocation en annexe). Article 24**

Préalablement au vote, le conseil syndical rapporte à l'assemblée générale qu'il a procédé comme chaque année à la vérification des dépenses engagées par le syndic.

L'assemblée générale n'a pas d'observations particulières à formuler après avoir pris connaissance des documents joints à la convocation, l'état financier du syndicat des copropriétaires, le compte de gestion général, et les diverses annexes, de l'exercice N du 01/01/2017 au 31/12/2017, nécessaires à la validité de la décision.

En conséquence l'assemblée générale, après en avoir délibéré, approuve en leur forme, teneur, imputation et répartition les comptes de charges dudit exercice pour un montant de 51 144,27 EUROS TTC.

**Abstentions :** 0 copropriétaire(s) représentant 0 tantièmes / 7961 tantièmes.

**Votes contre :** 0 copropriétaire(s) représentant 0 tantièmes / 7961 tantièmes.

**Votes pour :** 17 copropriétaire(s) représentant 7961 tantièmes / 7961 tantièmes.

**Résolution adoptée à la majorité des voix des copropriétaires présents ou représentés.**

**Soit 7961 tantièmes / 7961 tantièmes.**

**RESOLUTION N°05: Désignation à nouveau du syndic le Cabinet CITYA selon les modalités de son contrat (contrat joint à la convocation en annexe). Article 25 ou à défaut Article 25-1.**

L'assemblée générale des copropriétaires nomme en qualité de Syndic le cabinet Citya Thermes Athéna représenté par M. MOLINES Jean Francois (Gérant), titulaire de la carte professionnelle gestion immobilière n° 2010/34/2395 délivrée par la Préfecture de l'Hérault, Garantie Financière assurée par Galian.

Le syndic est nommé pour une durée de 14 mois qui entrera en vigueur conformément à son contrat le 26/04/2018 pour se terminer le 25/06/2019.

La mission, les honoraires (ANNUELS soit 5 900 EUROS TTC) et les modalités de la gestion du syndic seront ceux définis dans le contrat de mandat de syndic joint à la convocation dont la présente assemblée générale accepte les clauses et conditions en l'état, étant entendu que les honoraires de gestion courante sont applicables à partir du 1er jour de l'exercice.

L'assemblée générale des copropriétaires désigne Mr SCANDIUZZI ALAIN pour signer le contrat de mandat de syndic adopté au cours de la présente réunion.

**Abstentions :** 0 copropriétaire(s) représentant 0 tantièmes / 10000 tantièmes.

**Votes contre :** 0 copropriétaire(s) représentant 0 tantièmes / 10000 tantièmes.

**Votes pour :** 17 copropriétaire(s) représentant 7961 tantièmes / 10000 tantièmes.

**Résolution adoptée à la majorité des voix de tous les copropriétaires.**

**Soit 7961 tantièmes / 10000 tantièmes.**

**RESOLUTION N°06: Dispense du syndicat de procéder à la mise en concurrence obligatoire du contrat de syndic. Article 25 - Hors 25.1**

Le syndicat des copropriétaires après en avoir délibéré, décide conformément à l'article 21 de la loi du 10/07/1965 modifié par l'article 88 de la loi du 06/08/2015, de dispenser le conseil syndical de procéder à la mise en concurrence obligatoire du contrat de syndic.

**Abstentions :** 0 copropriétaire(s) représentant 0 tantièmes / 10000 tantièmes.

**Votes contre :** 0 copropriétaire(s) représentant 0 tantièmes / 10000 tantièmes.

**Votes pour :** 17 copropriétaire(s) représentant 7961 tantièmes / 10000 tantièmes.

**Résolution adoptée à la majorité des voix de tous les copropriétaires .**

**Soit 7961 tantièmes / 10000 tantièmes.**

**RESOLUTION N°07: Approbation du budget prévisionnel pour l'exercice N+2 du 01/01/2019 au 31/12/2019. Article 24**

Conformément aux dispositions de l'article 43 du décret du 17 mars 1967 modifié le budget prévisionnel doit être voté avant le début de l'exercice qu'il concerne.

L'assemblée générale après avoir pris connaissance des documents joints à la convocation nécessaires à la validation et après en avoir délibéré approuve le budget prévisionnel pour l'exercice N+2 débutant le 01/01/2019 et finissant le 31/12/2019 arrêté à la somme de 55 055 EUROS TTC.

Le budget détaillé par poste de dépenses, a été élaboré par le syndic, assisté par le conseil syndical. Les appels provisionnels à proportion du budget voté seront appelés en quatre trimestres égaux et exigibles le premier jour de chaque trimestre.

Au cas où le budget prévisionnel de l'exercice suivant ne pourrait être voté préalablement au début dudit exercice le syndic est autorisé à appeler successivement les deux premières provisions trimestrielles, chacune d'un montant égal au quart du budget prévisionnel objet de la présente résolution.

**Abstentions :** 0 copropriétaire(s) représentant 0 tantièmes / 7961 tantièmes.

**Votes contre :** 0 copropriétaire(s) représentant 0 tantièmes / 7961 tantièmes.

**Votes pour :** 17 copropriétaire(s) représentant 7961 tantièmes / 7961 tantièmes.

**Résolution adoptée à la majorité des voix des copropriétaires présents ou représentés.**

**Soit 7961 tantièmes / 7961 tantièmes.**

**RESOLUTION N°08: Fixation de l'avance constituant la réserve (Ex fonds de roulement) prévue au règlement de copropriété. Ce montant égal à 1/6ème du budget prévisionnel sera appelé en charges générales. Article 24**

L'assemblée générale, conformément à l'Article 35 du décret du 17 mars 1967, décide que l'avance constituant la réserve (fonds de roulement), prévue au règlement de copropriété article 41 Chapitre IV Titre II, sera fixée à 5 000 EUROS TTC ; ce qui représente moins de 1/6ème du budget prévisionnel.

Ce montant ne sera réajusté que sur décision d'AG selon les évolutions du budget prévisionnel.

L'assemblée générale autorise le syndic à procéder aux appels provisionnels en 2 trimestre(s), 50 % soit 2 500 EUROS exigible le 01/07/2018, 50% soit 2500 EUROS exigible le 01/10/2018.

#### ATTENTION

Si la présente résolution Fixation de l'avance constituant la réserve est refusée, et dans le cas où le sous compte (copropriété) du compte bancaire unique serait débiteur, les copropriétaires seraient convoqués en assemblée générale supplémentaire.

**Abstentions :** 0 copropriétaire(s) représentant 0 tantièmes / 7961 tantièmes.

**Votes contre :** 0 copropriétaire(s) représentant 0 tantièmes / 7961 tantièmes.

**Votes pour :** 17 copropriétaire(s) représentant 7961 tantièmes / 7961 tantièmes.

**Résolution adoptée à la majorité des voix des copropriétaires présents ou représentés.**  
**Soit 7961 tantièmes / 7961 tantièmes.**

#### RESOLUTION N°09: Contrats à souscrire. Article 25 ou à défaut Article 25-1.

L'assemblée générale donne mandat au conseil syndical et au syndic pour consulter et retenir les intervenants sur la résidence, pour les contrats suivants :

- Assurance multirisque immeuble,
- Entretien des parties communes,
- Entretien des ascenseurs,
- Entretien de la VMC,
- Entretien du système de désenfumage, entretien des extincteurs et blocs de secours.

**Abstentions :** 0 copropriétaire(s) représentant 0 tantièmes / 10000 tantièmes.

**Votes contre :** 0 copropriétaire(s) représentant 0 tantièmes / 10000 tantièmes.

**Votes pour :** 17 copropriétaire(s) représentant 7961 tantièmes / 10000 tantièmes.

**Résolution adoptée à la majorité des voix de tous les copropriétaires.**  
**Soit 7961 tantièmes / 10000 tantièmes.**

#### RESOLUTION N°10: Autorisation de convention spéciale pour l'assurance de la copropriété entre le syndicat et le syndic en application de l'article 39 du décret du 17 mars 1967. Article 24

Conformément à l'article 39 du décret du 17 mars 1967, l'assemblée générale est informée du fait que la copropriété est assurée par l'intermédiaire du cabinet CITYA ASSURANCES courtier, dans lequel M. Philippe BRIAND le Président Fondateur de CITYA IMMOBILIER est actionnaire.

L'assemblée générale prend acte et autorise cette convention.

**Abstentions :** 0 copropriétaire(s) représentant 0 tantièmes / 7961 tantièmes.

**Votes contre :** 0 copropriétaire(s) représentant 0 tantièmes / 7961 tantièmes.

**Votes pour :** 17 copropriétaire(s) représentant 7961 tantièmes / 7961 tantièmes.

**Résolution adoptée à la majorité des voix des copropriétaires présents ou représentés.**  
**Soit 7961 tantièmes / 7961 tantièmes.**

#### RESOLUTION N°11: Mise en concurrence du prestataire d'entretien des parties communes du bâtiment Article 24

L'assemblée générale après avoir :

- constaté la baisse de qualité des prestations fournies par le prestataire actuellement en charge de l'entretien des parties communes, le changement régulier d'intervenants et interlocuteurs ainsi que les augmentations régulières annuelles de la facturation

- Pris connaissance des conditions essentielles des devis, contrats et marchés notifiés,

- Pris connaissance de l'avis du Conseil Syndical ; et après avoir délibéré,

décide de donner mandat au conseil syndical et au syndic pour résilier le marché du prestataire actuel et souscrire un contrat d'entretien des parties communes du bâtiment avec le prestataire le mieux disant selon leurs critères

Examine et soumet au vote les propositions suivantes :

- Entreprise 7 Propreté pour un montant de 640 euros TTC mensuel



balayage hebdomadaire des parkings offert.

Retient :

- La proposition présentée par l'entreprise Entreprise 7 Propreté prévue pour un montant de 640 euros
- le contrat prendra effet à compter du 1er Juillet 2018, pour une durée de 12 mois
- la fréquence de la prestation est fixée à 5 passage(s) hebdomadaire
- la prestation fournie sera conforme au cahier des charges annexé au devis de l'entreprise et joint à la convocation de la présente assemblée ;

Cette dépense ajustera directement le budget prévisionnel et sera répartie conformément aux modalités prévues au règlement de copropriété.

**Abstentions :** 0 copropriétaire(s) représentant 0 tantièmes / 7961 tantièmes.

**Votes contre :** 0 copropriétaire(s) représentant 0 tantièmes / 7961 tantièmes.

**Votes pour :** 17 copropriétaire(s) représentant 7961 tantièmes / 7961 tantièmes.

**Résolution adoptée à la majorité des voix des copropriétaires présents ou représentés.**  
**Soit 7961 tantièmes / 7961 tantièmes.**

#### **RESOLUTION N°12: Réalisation d'un DPE collectif. Choix du prestataire. Article 24**

L'assemblée générale reconnaît avoir été informée d'une part, des dispositions de l'article L 134-4-1 du code de la construction et de l'habitation (CCH), de la loi n° 2010-788 du 12/07/2010 portant engagement national pour l'environnement et du décret N° 2012-111 du 27 janvier 2012 et, d'autre part, de l'obligation faite au syndic de porter à l'ordre du jour de l'assemblée générale des copropriétaires la réalisation, au plus tard le 1er janvier 2017 d'un DPE dans les bâtiments de moins de cinquante lots, (ou dans les bâtiments de cinquante lots et plus dont la date du permis de construire est postérieure au 1er juin 2001) équipés d'une installation collective de chauffage.

En conséquence elle décide, pour ce faire, de faire appel à un prestataire ayant pour mission de rendre un rapport de diagnostic de performance énergétique constitué d'un dossier comportant :

- Un descriptif des bâtiments et de ses équipements de chauffage, d'éclairage, de ventilation...
- L'estimation des quantités annuelles d'énergie effectivement consommées,
- La mention du classement énergétique du bâtiment,
- La mention du classement des émissions du gaz à effet de serre du bâtiment,
- Des recommandations visant à améliorer la performance énergétique du bâtiment, accompagnées d'une évaluation de leur coût et de leur efficacité.

L'assemblée générale après avoir pris connaissance des propositions des prestataires suivants : Cabinet BOGUET, Pro ASC

Et retient la proposition présentée par la société Cabinet BOGUET pour un montant de 1 320 EUROS TTC.

Le démarrage du DPE est prévu à compter du 3ème trimestre avec la possibilité de mutualiser au mieux l'intervention avec la copropriété LE DOGE qui doit également effectuer ce diagnostic.

L'assemblée générale précise que le coût du DPE sera réparti selon les millièmes généraux. et décide de financer cette dépense en l'intégrant directement au budget de fonctionnement courant.

**Abstentions :** 0 copropriétaire(s) représentant 0 tantièmes / 7369 tantièmes.

**Votes contre :** 0 copropriétaire(s) représentant 0 tantièmes / 7369 tantièmes.

**Votes pour :** 16 copropriétaire(s) représentant 7369 tantièmes / 7369 tantièmes.

**Résolution adoptée à la majorité des voix des copropriétaires présents ou représentés.**  
**Soit 7369 tantièmes / 7369 tantièmes.**

#### **RESOLUTION N°13: Réalisation d'un diagnostic technique global. Choix du prestataire. Article 24**

L'assemblée générale reconnaît avoir été informée des dispositions de l'article L 731-1 du code de la construction et de l'habitation (CCH), de l'obligation faite au syndic à partir du 1er janvier 2017 de porter à l'ordre du jour de l'assemblée générale des copropriétaires la réalisation d'un diagnostic technique global.

En conséquence elle décide, pour ce faire, de faire appel à un prestataire ayant pour mission de rendre un rapport comportant :

- Une analyse de l'état apparent des parties communes et des équipements communs de l'immeuble ;
- Un état de la situation du SDC au regard des obligations légales et réglementaires au titre de la construction et de l'habitation ;
- Une analyse des améliorations possibles de la gestion technique et patrimoniale de l'immeuble ;

- Le DPE de l'immeuble, ou l'audit ( si chauffage collectif).
- Une évaluation sommaire du coût et une liste des travaux nécessaires à la conservation de l'immeuble, en précisant notamment ceux qui devraient être menés dans les dix prochaines années.

L'assemblée générale après avoir pris connaissance des propositions des prestataires suivants : Cabinet BOGUET, Pro ASC, APAVE retient la proposition présentée par la société ..... pour un montant de ..... EUROS TTC.

Le démarrage du diagnostic technique est prévu à compter du.....

L'assemblée générale précise que le coût de ce diagnostic sera réparti selon les millièmes généraux.

L'assemblée générale autorise le syndic à procéder aux appels de fonds prévisionnels en.....trimestre(s) :

- X% soit.....EUROS exigible le.....,
- X% soit.....EUROS exigible le.....(voir nombre de trimestres).

**Abstentions :** 0 copropriétaire(s) représentant 0 tantièmes / 7961 tantièmes.

**Votes contre :** 17 copropriétaire(s) représentant 7961 tantièmes / 7961 tantièmes.

**Votes pour :** 0 copropriétaire(s) représentant 0 tantièmes / 7961

**Résolution refusée à la majorité des voix des copropriétaires présents ou représentés.**  
**Soit 7961 tantièmes / 7961 tantièmes.**

#### **RESOLUTION N°14: Questions diverses. Point d'ordre du jour ne faisant pas l'objet d'un vote.**

Ouverture des débats relatifs aux questions diverses des copropriétaires non soumises à un vote.

Il est notamment rappelé le projet de réfection peinture du hall et des paliers.

Des devis actualisés seront présentés lors de la prochaine AG avec possibilité de phaser halle et paliers sur 2 ans pour répartir les dépenses.

**Abstentions :** 0 copropriétaire(s) représentant 0 tantièmes / 10000 tantièmes.

**Votes contre :** 0 copropriétaire(s) représentant 0 tantièmes / 10000 tantièmes.

**Votes pour :** 0 copropriétaire(s) représentant 0 tantièmes / 10000

**Soit 0 tantièmes / 10000 tantièmes.**

\*\*\*\*\*

#### **Règles de convocation de l'assemblée générale – demande d'inscription.**

Conformément à l'article 10 du décret du 17 mars 1967 modifié :

A tout moment, un ou plusieurs copropriétaires, ou le conseil syndical, peuvent notifier au syndic la ou les questions dont ils demandent qu'elles soient inscrites à l'ordre du jour d'une assemblée générale. Le syndic porte ces questions à l'ordre du jour de la convocation de la prochaine assemblée générale. Toutefois, si la ou les questions notifiées ne peuvent être inscrites à cette assemblée compte tenu de la date de réception de la demande par le syndic, elles le sont à l'assemblée suivante.

Le ou les copropriétaires ou le conseil syndical qui demandent l'inscription d'une question à l'ordre du jour notifient au syndic, avec leur demande, le projet de résolution lorsque cette notification est requise en application des 7<sup>ème</sup> et 8<sup>ème</sup> du I de l'article 11 du décret du 17 Mars 1967. Lorsque le projet de résolution porte sur l'application du e du point II de l'article 24 et du b de l'article 25 de la loi du 10 Juillet 1965, il est accompagné d'un document précisant l'implantation et la consistance des travaux.

A l'occasion de chaque appel de fonds qu'il adresse aux copropriétaires, le syndic rappelle les dispositions de l'alinéa précédent.

\*\*\*\*\*

Les règles de majorité selon la loi du 10 Juillet 1965 sont les suivantes :

1. Art.24 : majorité des voix exprimées des copropriétaires présents ou représentés.
2. Art.25 : majorité des voix de tous les copropriétaires du syndicat.

**Art.25-1 :** si l'assemblée générale des copropriétaires n'a pas décidé à la majorité prévue à l'article précédent mais que le projet a recueilli au moins le tiers des voix de tous les copropriétaires composant le syndicat, la même assemblée peut décider à la majorité prévue à l'article 24 en procédant immédiatement à un second vote. Si le projet n'a pas recueilli au moins le tiers des voix de tous les copropriétaires, une nouvelle assemblée générale, si elle est convoquée dans le délai maximal de trois mois, peut statuer à la majorité de l'article 24.

Cet Art.25-1 n'est pas applicable aux décisions comportant les travaux de transformation, addition ou amélioration, à la demande d'individualisation des contrats de fourniture d'eau et à la réalisation des études et travaux nécessaires à cette individualisation.

3. Art.26 : majorité des voix de tous les copropriétaires en nombre représentant au moins les 2/3 des voix du syndicat.

\*\*\*\*\*

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à **16h16**.

**DISPOSITIONS LEGALES :**

- Les dispositions légales actuellement en vigueur nous obligent à notifier en la forme recommandée avec accusé de réception, le présent procès-verbal, aux copropriétaires qui n'ont été ni présents, ni représentés à l'assemblée générale, ainsi qu'aux copropriétaires opposants à l'une ou plusieurs des résolutions adoptées ou refusées par l'assemblée générale.
- Par ailleurs, les mêmes dispositions légales nous font obligation de reproduire, ci-après, in extenso : < Loi du 10/7/1965 – article 42 alinéa 2 : " les actions qui ont pour objet de contester les décisions des assemblées générales doivent, à peine de déchéance, être introduites par les copropriétaires opposants ou défaillants dans un délai de deux mois à compter de la notification desdites décisions qui leur est faite à la diligence du syndic dans un délai de 2 mois à compter de la tenue de l'assemblée générale. Sauf en cas d'urgence, l'exécution par le syndic des travaux décidés par l'assemblée générale en application des articles 25 et 26 est suspendue jusqu'à l'expiration du délai mentionné à la 1<sup>ère</sup> phrase du présent alinéa ".
- Rappel est fait que les actions de contestation doivent être faites non par lettre recommandée avec accusé de réception, mais par voie d'assignation devant le tribunal de grande instance du ressort duquel dépend l'immeuble.

Nous vous prions d'agréer, Chère Madame, Cher Monsieur, nos salutations distinguées.

Président(e) de séance,

Mr SCANDIUZZI ALAIN



CITYA THERMES ATHENA

Directeur (trice),

Jean Francois MOLINES

Scrutateur(s)/Scrutatrice(s) de séance,

Mlle FORNERIS MIREILLE

Mr MASFARAUD FRANCOIS



CITYA THERMES ATHENA

Gestionnaire Copropriété,

Monsieur BOURGEOIS





*Bien chez soi !*

**Monsieur Le Maire F COMMEINHES**

Hôtel de Ville de Sète  
20 Bis rue Paul Valéry  
34200 SETE

**A L'ATTENTION DE M François COMMEINHES, Maire de la Ville de Sète  
et Président de Sète Agglopolé**

Sète, le 9 Février 2018

**Immeuble: LE DOGE - EROS 1&2, EROS 3**

**Objet :** Voirie, Citoyenneté, Circulation et Accessibilité quai du Pavois d'or à Sète

Monsieur Le Maire,

Nous vous sollicitons aujourd'hui en qualité de syndic des résidences en objet qui représentent plus de 150 logements. Chacune m'a saisi de problèmes d'incivilités croissantes sur le quai du pavois d'or !

La situation n'a de cesse de s'aggraver concernant 2 points principaux :

- La propreté des abords piétonniers du quai qui sont devenus à la fois des toilettes à ciel ouvert à chaque bosquet et une décharge pour les pêcheurs après leur collation (papiers, sachets et sacs, canettes en verre et alu, paquets de cigarettes...)
- La circulation et le stationnement devenus impossibles du fait de l'utilisation de stationnement public libre à des fins commerciales par les organismes de location de véhicule tous regroupés sur ce quai. Ils disposeraient même selon les dires d'abonnements et places affectées devenues ainsi privatives.

Ces problèmes ont déjà maintes et maintes fois été soulevés et évoqués au travers des réunions de quartier, bus citoyen ou autre. Aucune amélioration n'a pu être constatée par vos administrés sur place.

Il est nécessaire pour préserver la qualité de vie des résidents de ce quai de prendre à bras le corps ces problèmes et y apporter des remèdes efficaces.

Nous nous tenons avec quelques résidents actifs sur ce sujet, à votre disposition et celle de vos équipes pour convenir ensemble des actions et solutions à mettre en place

Persuadé que vous saurez apporter satisfaction à vos administrés du quartier, nous vous prions de croire Monsieur le Sénateur-Maire, en nos plus respectueuses salutations.

Jérôme Bourgeois  
[jbougeois@citya.com](mailto:jbougeois@citya.com)

Citya Thermes Athena

83 boulevard Camille Blanc 34200 Sète - Tél. 04 67 46 23 04 - Fax 04 67 46 23 05

Éts secondaire du Rés. Les reflets du parc - 42-44 rue Maurice Clavel 34540 Balaruc-les-Bains - SARL au capital de 10 000 €  
RCS Montpellier 524 472 842 - Carte professionnelle N° 2010/34/2395 délivrée par la préfecture de l'Hérault  
Garantie financière : GALIAN - 89 rue La Boétie 75008 Paris - N° ORIAS 14 002 613

CityaQualité

0 820 87 2007 Service 0,12 €/min  
+ prix appel

[qualite@citya.com](mailto:qualite@citya.com)



Services Techniques  
Tél. : 04 99 04 71 36  
Fax : 04 67 46 23 03

ville de sète

SETE, le 11 avril 2018

23 AVR. 2018

CITYA THERMES ATHENA

83, boulevard Camille Blanc

34200 SETE

A l'attention de M. Jérôme BOURGEOIS

Pôle VOIRIE ET RESEAUX DIVERS

Affaire suivie par Alain MICHELETTI, Directeur  
Tél. : 04.99.04.71.87

Nos réf. : PVRD/AM/RHB/18/98

OBJET : Résidences "Le Doge - Eros 1 - 2 et 3"

Monsieur,

Monsieur le Maire m'a bien transmis votre courrier du 9 février dernier concernant les résidences "Le Doge", "Eros 1 - 2 et 3".

Concernant la propreté et afin de rationaliser le nettoyage de la ville, je vous informe que la collecte des déchets et le nettoyage du centre-ville seront bientôt gérés par une entreprise privée et qu'une brigade va être mise en place afin de verbaliser les propriétaires de chiens qui laisseraient derrière eux toutes déjections canines. Toutes ces dispositions devraient engendrer une amélioration dans la qualité de service.

Quant au stationnement des véhicules de location, j'ai le plaisir de vous informer que cette question est inscrite à l'ordre du jour du prochain groupe de travail "circulation" afin d'étudier des solutions satisfaisantes et durables.

Je ne manquerai pas de vous tenir informé des décisions qui auront été prises.

Vous souhaitant bonne réception de la présente,

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de mes salutations distinguées.



Pour le Maire,  
L'ADJOINT DELEGUE

Emile ANFOSSO

Copie :

- Cabinet de M. le Maire
- Police Municipale
- M. Patrice MILLET - Directeur Général des Services

Toute correspondance doit être adressée à Monsieur le Maire de la Ville de Sète  
Hôtel de Ville - Boîte Postale 373 - 34206 Sète cedex - Tél. 04 99 04 70 00